

RURAL RoadMap

Déclaration de mission guide pour le développement durable des villages et municipalités rurales européens

1. Préambule: L'Europe rurale

L'Europe est caractérisée par un espace rural recouvrant à peu près les quatre cinquièmes de son territoire. Environ la moitié des Européens vivent dans des régions rurales et plus de 50% des emplois y sont situés. Alors qu'au fil du temps, la part des zones rurales en faveur des zones d'agglomération ne diminue que de manière insignifiante, la population y diminue régulièrement.

Il n'y a pas d'espace rural type. Au contraire, il existe un large éventail de zones rurales diverses, présentant des espaces avec des cadres de vies et d'économies très différents. D'une part, les régions périurbaines tendent à devenir de plus en plus des zones de banlieue densément peuplées et caractérisées par une croissance démographique rapide, une énorme consommation de terres constructibles, la destruction du paysage d'origine et une perte d'identité. D'autre part, les régions périphériques, souvent très attractives en termes de paysage, sont confrontées à l'émigration, au vieillissement, au chômage et à une érosion économique. Les défis sont également très spécifiques pour les zones avec une forte proportion d'espaces naturels de valeur ou orientées vers la production agricole ou avec un fort atout touristique.

Les espaces naturels, les particularités culturelles et historiques, les conditions économiques et sociopolitiques, les normes économiques et infrastructurelles ainsi que les distances par rapport aux centres sont responsables des inégalités entre les régions rurales situées entre le nord et le sud, entre anciens et nouveaux États membres et même au sein des pays mêmes et d'un pays à l'autre - notamment en ce qui concerne la répartition des fonctions qu'ils doivent remplir et qu'ils sont capables de remplir: des espaces de vie et de rencontre, des zones de régénération et de compensation, des espaces de loisir, des pôles d'emploi et des espaces économiques.

Les Villages étaient et sont constamment en proie à des changements se reflétant dans de nouvelles formes de vie et de travail. L'augmentation de la mobilité, les technologies de l'information et de la communication réduisent de plus en plus les frontières spatiales. Dans de nombreux cas, les structures sociales traditionnelles changent et la vie rurale s'approprie des codes de vie urbains.

Il existe indéniablement un réseau d'interdépendances croissant et de plus en plus dense entre ville et campagne. Il en résulte de nombreux défis, de nouvelles options et de nouvelles opportunités, mais aussi de sérieux problèmes, en particulier lorsque les hiérarchies politiques et sociétales des villes et espaces ruraux s'opposent d'une manière autodestructrice ou par des tentatives irréfléchies de péréquation.

La politique de l'Union européenne

L'Union européenne est un accompagnant important pour les régions rurales qui sont prêtes à s'engager pour leur viabilité future. Dans le traité de Maastricht déjà, l'objectif est de réduire les déficits de développement des zones défavorisées, y compris les régions rurales. Cela vise à renforcer la cohésion économique et sociale et à promouvoir une coopération harmonieuse.

Ces dernières années les structures et les concepts régionaux gagnent en importance. Une politique active et offensive pour le développement intégré des régions rurales suit son cours. La politique de cohésion de l'Union européenne, en particulier la Politique agricole commune (PAC), soutient la croissance et le progrès des régions

rurales sur un large éventail de politiques et s'oppose largement à des appels pour une réduction des moyens pour le développement rural et pour une libéralisation totale des marchés agricoles.

L'élargissement de l'Union au cours des dernières années est à saluer. Cependant, il présente des défis supplémentaires et difficiles pour la politique de cohésion de l'UE et la politique de développement rural et de renouvellement des villages. Ils sont principalement dus aux divergences extrêmes liées à la taille des exploitations agricoles, le chômage élevé dans les zones rurales et, dans de nombreux endroits, l'absence d'institutions de la société civile efficaces pour représenter les intérêts des populations rurales dans les nouveaux États membres.

En adhérant à la stratégie «Europe 2020» et en promouvant ainsi une croissance intelligente, durable et inclusive, en mettant l'accent sur le transfert de connaissances et l'innovation, sur le développement social, infrastructurel et économique des zones rurales, en prenant en compte la diversité au travers de larges espaces de manœuvre donnés aux nations pour viser leurs priorités, ainsi que des objectifs thématiques communs en terme de diversité de fonds européens et des stratégies de développement locales, la PAC 2014-2020 propose un chemin visionnaire

2. Objectifs et intentions

Le groupe de travail européen du développement rural et du renouvellement des villages (ARGE) est conscient du fait que les zones rurales représentent une richesse particulière de l'Europe. Il est convaincu que les zones rurales jouent un rôle clé dans le développement de l'Europe et qu'une politique en faveur de celles-ci est dans l'intérêt de la société dans son ensemble.

Cette politique doit être orientée vers la promotion du potentiel économique et de l'emploi dans les villages et les municipalités rurales, ainsi que vers l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants. Son rôle est de contribuer au développement des zones rurales en tant que zones naturelles, culturelles et d'urbanisation indépendantes, distinctes et de plus petites échelle, où la tradition et l'innovation ainsi que la forme et la fonction apparaissent comme des éléments de même importance.

Le développement rural doit reposer sur des politiques qui respectent les principes de la durabilité et de subsidiarité, poursuivre une approche intégrative, laisser systématiquement la place à une société civile active et s'efforcer de mettre en réseau toutes les forces et institutions concernées, en particulier celles de l'Agenda 21 au niveau local et régional.

Un développement réussi des zones rurales européennes nécessite des stratégies d'action innovantes et créatives, ainsi que des solutions sur mesure pour chaque zone. Pour cela, il faut rompre avec des approches sectorielles ou géographiquement restreintes: l'interdisciplinarité, ainsi que la coopération horizontale et verticale de différentes manières sont nécessaires.

Une attention particulière devrait être accordée au fait que les zones rurales soient situées sur un pied d'égalité avec les régions métropolitaines et des zones densément peuplées. Les interdépendances et les liens structurels devraient être utilisées comme une grande opportunité pour une coopération fructueuse entre partenaires de même niveau, mais ayant chacun leurs particularités et leur autonomie et accompagnant une partie du processus de développement.

Les habitants des villages doivent être responsabilisés et motivés pour développer des visions et des engagements concrets afin d'améliorer leurs conditions de vie et mobiliser leurs propres forces. Cependant, ils doivent non seulement assumer la responsabilité de leur patrimoine le plus proche, mais aussi être prêts à intéresser aux enjeux régionaux, nationaux, communautaires et mondiaux tels que le changement climatique, la protection des Sols, l'Initiative du Plan Marshall Global ou le commerce équitable.

3. Méthodes et stratégies

L'individu au centre

La clé de tout développement positif réside dans l'être humain, dans ses capacités intellectuelles, sociales et émotionnelles, dans sa volonté de s'engager et de prendre ses responsabilités. Le développement rural doit donc renforcer la volonté de l'auto-assistance.

Une partie essentielle de la politique et de l'administration relève d'une participation intensive des citoyens. Cela conduit à des solutions de meilleure qualité, augmente la satisfaction du travail des autorités locales et a également un effet de réduction des coûts.

En outre, les succès liés aux expériences renforcent le sens de la communauté et de la cohésion sociale. Cependant, une attention particulière doit toujours être accordée à la participation des experts des autorités publiques et d'autres institutions et organisations concernées, qui peuvent s'avérer être des partenaires compétents.

La participation des citoyens aux processus décisionnels exige un travail constant d'éducation, d'information et de motivation dans le but d'éveiller et de développer les aptitudes et compétences pour une meilleure sensibilisation aux problèmes spécifiques de l'espace rural et afin de promouvoir des actions coopératives, innovantes et entrepreneuriales.

La participation doit être non seulement tolérée mais institutionnalisée. Concrètement, cela concerne la création de structures appropriées d'information, de communication et de participation, qui assurent un engagement civique continu sur un pied d'égalité avec les élus, créant ainsi une nouvelle «communauté de responsabilité».

La subsidiarité et la bonne gouvernance

L'une des missions essentielles des autorités régionales, nationales et européennes est de doter les petites unités des zones rurales de ressources suffisantes, et d'une liberté d'action pour que la subsidiarité puisse se développer. L'auto-administration municipale par les communes autonomes, indispensable à la préservation, au recouvrement de la responsabilité citoyenne et à la confiance des citoyens dans la politique, est un élément essentiel.

La tâche de la politique doit être de fournir à la population des perspectives judicieuses, réalistes, viables et fiables à long terme. Elles constituent le cadre de référence des visions et des réalisations à venir de projets concrets visant à améliorer de manière durable les conditions de vie matérielles et immatérielles des personnes concernées.

La politique rurale doit être intelligible et transparente. Les décisions, les missions et les appels d'offre doivent être exécutés sur la base de critères objectifs et des instances de surveillance indépendantes doivent être créées lorsqu'elles ne sont pas encore installées. La politique et l'administration doivent agir de manière cohérente.

L'interdisciplinarité

La politique et l'administration régionales doivent être organisées stratégiquement. Les politiques économiques, infrastructurelles, environnementales, agricoles, culturelles et sociales ainsi que tous les autres domaines d'action devraient travailler en étroite collaboration, de sorte qu'un développement rural complet puisse être envisagé. Les déficiences, par exemple au détriment des équipements culturels et sociaux, doivent être évitées. Il est particulièrement important d'intégrer les capacités, les compétences et les connaissances de scientifiques, d'artistes et d'autres acteurs créatifs. Le développement rural intégré nécessite la consolidation et la flexibilisation des programmes et des responsabilités de financement, ainsi que des centres de promotion parrainés par les citoyens. Les activités de conseil et autres services administratifs sont particulièrement importants.

La coordination interdisciplinaire doit être réalisée à tous les échelles et nécessite le soutien de tous les niveaux politiques.

La coopération

Les alliances et la coopération entre villages et entre municipalités sont des stratégies indispensables pour le développement réussi des zones rurales. Elles permettent la gestion des défis et la résolution des problèmes dont la responsabilité incombe aux municipalités, mais qui dépasse les capacités d'une commune.

La coopération intercommunale est non seulement importante pour avoir un impact plus important vers l'extérieur, mais aussi pour développer une identité culturelle commune et vivante. C'est également une condition préalable essentielle pour une mise en œuvre efficace et synergique des concepts de développement régional. La tâche future

de tous ceux qui s'intéressent au développement des communautés villageoises doit donc être d'encourager, de promouvoir et de soutenir de telles coopérations. L'approche LEADER peut être un bon cadre pour cela.

L'interaction entre renouvellement des villages, développement communal, développement rural intégré et développement régional est importante pour initier et soutenir un mouvement indépendant de renouveau et permettre à tous de bénéficier de cette dynamique.

S'appuyant sur des stratégies de développement régional solides, les municipalités et les villages du réseau local peuvent développer davantage leurs profils grâce au développement rural et au renouvellement des villages.

Les initiatives à petite échelle ont tout intérêt à s'informer davantage sur les politiques aux différents niveaux-national, transnational et européen et à s'efforcer de mieux les comprendre et d'y participer de manière active. La politique et l'administration à grande échelle doivent préserver et encourager la dynamique à petite échelle et la subsidiarité.

Les partenariats

Les coopérations entre la campagne et la ville, reposant sur les atouts et compétences des deux parties et sachant utiliser les synergies qui en résultent, sont essentielles pour un développement positif.

La condition préalable est que ville et la campagne n'entrent ni en concurrence ni n'essaient de s'approprier mutuellement les qualités intrinsèques des espaces du partenaire et ce qui fait sa spécificité son identité. Ce ne sont pas des conditions de vie identiques, mais des conditions de vie à qualité égale, ainsi qu'un équilibre entre les deux, en mesure de garantir une qualité de vie supérieure tant en ville qu'à la campagne, qu'il faut s'efforcer d'atteindre.

Une harmonisation des principes du développement rural intégré et du développement urbain intégré est considérée comme particulièrement utile pour des partenariats villes-campagne.

Les partenariats public-privé, c'est-à-dire la coopération partenariale entre les secteurs publics et privés, peuvent avoir un impact très positif sur la dynamique du développement. Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'il ne s'agit pas de simples opérations de financement, mais plutôt de mesures contractuelles à long terme dans lesquelles chaque partenaire apporte ses atouts, ses compétences et ses ressources particulières au bénéfice de tous.

La variété comme valeur en soi

La diversité des villages et des régions rurales est une richesse et une valeur en soi, appréciée non seulement pour sa valeur esthétique et pour son identité, mais en tant qu'outil aidant à trouver des solutions adaptées aux multiples défis.

L'objectif de la politique rurale doit donc être de préserver cette diversité, de prendre en compte la richesse sociale, culturelle, naturelle, économique et régionale et ne pas tenter de réconcilier les zones rurales ou de les adapter aux zones métropolitaines ou d'autres zones d'agglomération.

4. Champs d'activités et rayons d'action

Le développement des régions rurales nécessite une approche globale qui réponde aux défis et problèmes interdépendants et qui ouvre de nouvelles voies afin d'exploiter les opportunités. Le développement rural intégré par le développement rural et le renouvellement des villages peut apporter une contribution décisive. Les tâches et les étapes nécessaires à la mise en œuvre sont décrites dans les points clés suivants. La liste sélectionnée ne correspond à aucune séquence de priorités et ne prend pleinement effet qu'en interaction réciproque. Selon la situation régionale donnée et la situation initiale, les différents points devront être plus ou moins accentués.

Les entreprises et les emplois

La zone rurale était et est soumise à un énorme changement structurel. Contrairement aux centres urbains, cela a entraîné une baisse de la puissance économique et un manque d'emploi dans de nombreuses régions rurales. Ainsi, beaucoup, surtout les personnes jeunes et engagées quittent leurs villages et migrent là où se trouvent les emplois et la croissance économique.

La viabilité d'une région est cependant toujours étroitement liée à son potentiel économique. Un défi majeur est donc de renforcer de manière durable et équitable cette base économique indispensable. Il s'agit donc de parvenir à maintenir et à dynamiser les entreprises déjà installées et inciter la création de nouveaux emplois qualifiés. Il est aussi essentiel de stimuler les start-ups innovantes, en particulier dans les petites et moyennes entreprises, l'industrie et le commerce, les ressources et les énergies renouvelables, le tourisme rural, la santé et d'autres services actuels.

Plus précisément:

- Promotion des entreprises en vue des potentiels régionaux et des chaînes de valeur,
- relance de l'artisanat traditionnel dans le cadre des activités touristiques,
- Création de centres de start-up avec des services attractifs et innovants,
- Mise en place de réseaux d'entrepreneurs pour la création de synergies,
- Développement de modèles d'emploi qui facilitent la compatibilité de la parentalité et de l'activité professionnelle,
- Création d'emplois qualifiés en accordant une attention particulière aux femmes,
- Prise en charge des postes de travail à «temps partagé», par exemple dans les aires de coworking,
- engagement en faveur d'une décentralisation, dans certains cas aussi pour la privatisation, du secteur public,
- Intégration des institutions universitaires dans le développement des villages et des municipalités et un engagement pour l'externalisation d'instituts universitaires en zone rurale.

En général, la promotion de «l'économie rurale» signifie que l'agriculture, la foresterie, le commerce, l'artisanat, les services et le tourisme doivent être mis en réseau efficacement, les itinéraires de transport doivent être courts et la pollution environnementale est à éviter. En outre, une offre complète de réseaux à haut débit est indispensable pour pallier aux inconvénients liés à la situation géographique. Cependant, l'échange rapide des données informatiques ne pourra pas remplacer des concepts de trafic intégrés et des infrastructures de transport adaptées. Ils sont et restent une condition préalable importante pour améliorer les potentialités commerciales et l'accessibilité aux emplois. En outre, ils jouent un rôle important pour exploiter le potentiel touristique d'une région rurale.

L'agriculture et la sylviculture

Les exploitations agricoles et forestières remplissent un large éventail de fonctions et sont donc des acteurs indispensables des zones rurales – aussi à l'avenir. Ils créent des emplois directement et indirectement et renforcent ainsi la base économique. En même temps, ils constituent une partie essentielle de la communauté rurale et la base d'une structure de villages dynamique. Enfin et surtout, ils déterminent le système des paysages culturels en raison de leur grande part à l'occupation des sols. Ces importantes contributions économiques, écologiques, sociales et culturelles de l'agriculture et de la foresterie ont donc un impact énorme sur l'attractivité des zones rurales. Le développement intégré dans les zones rurales et les villages ne peut réussir que si les entreprises agricoles et forestières sont impliquées.

En particulier, ils sont concernés par la promotion globale et l'approfondissement des stratégies et mesures suivantes:

- la production, le raffinement et la commercialisation d'aliments sains,
- la formation de communautés pour l'établissement et la distribution de produits régionaux,
- la production et commercialisation de ressources et d'énergies renouvelables,
- l'intégration dans les chaînes de valeur régionales des secteurs économiques en amont et en aval,
- le développement et la modernisation des offres agrotouristiques,
- l'inclusion dans les services, entre autre les services de soins pour des tâches simples pour les municipalités et les affaires sociales,
- l'entretien et la maintenance des paysages culturels caractéristiques de la région,
- le maintien en bonne santé des ressources naturelles tel que le sol, l'eau et l'air.

Pour renforcer les fonctions régionales, il est également important de veiller à ce que les exploitations agricoles et forestières aient une compétitivité suprarégionale. Il est donc essentiel d'assurer de bonnes conditions de production, de maintenir le sol fertile et productif à grande échelle et d'améliorer la structure agricole en assurant une infrastructure rurale moderne et des mesures de remembrement des terres agricoles appropriées.

Ce n'est qu'avec l'aide d'une double stratégie – d'une part, en garantissant une gestion globale et durable du paysage culturel et d'autre part, en assurant une alimentation durable pour une population mondiale en forte croissance, cela étant un réel défi.

Paysage, sol, eau et écologie

Un environnement intact est essentiel à la qualité de vie dans les villages. Cependant et au-delà de l'échelle de la région, l'eau potable pure, l'air pur et des sols sains sont également les bases de vie et des services indispensables aux écosystèmes ruraux pour les centres urbains.

L'agriculture et la foresterie occupent un rôle clé en matière de qualité écologique d'une région. L'économie en vigueur influence non seulement directement mais aussi indirectement l'environnement, car elle est responsable du fonctionnement du paysage rural et de l'aménagement du paysage culturel, qui sans gestion modérée serait mis à l'abandon. Les paysages culturels caractéristiques de la région, résultant d'une utilisation durable des terres, offrent un habitat à une flore et à une faune diversifiée. Ils garantissent des particularités paysagères et s'avèrent être des zones de loisirs avec des potentiels touristiques importants.

Dans leurs efforts pour maintenir ou améliorer la qualité environnementale des zones rurales et préserver la performance écologique des paysages, le développement rural et le renouvellement des villages nécessitent un partenariat étroit avec les agriculteurs et les sylviculteurs. Les programmes d'aide environnementale à l'échelle de l'UE ainsi que les mesures écologiques dans le cadre du développement rural intégré s'avèrent être d'un soutien précieux. Les consommateurs doivent être également sensibilisés en faveur d'une gestion durable de l'eau, de la nourriture et des biens de consommation.

Le développement rural et le renouvellement des villages doivent renforcer la sensibilisation à l'environnement dans les domaines suivants et appeler à des actions concrètes:

- Utilisation prudente et économique des ressources naturelles, en particulier des ressources telles que les sols et les eaux, à travers un développement écologique du paysage et de la structure du paysage agricole,
- Création de systèmes d'exploitation durable des terres agricoles et sylvicoles,
- Réalisation de programmes en faveur de paysages culturels,
- Installation de biotopes et de systèmes de biotopes,
- préservation de zones naturelles et de biotopes sur la base de la Convention européenne du paysage en tenant compte des aspects culturels, écologiques, agricoles, sociaux et économiques,
- Promotion des infrastructures d'approvisionnement et d'élimination décentralisées, adaptées au développement démographique et gérables par les budgets municipaux,
- Participation dédiée à des réseaux tels que l'alliance climat et sols,
- Décision pour les produits régionaux, écologiquement compatibles.

L'énergie et les changements climatiques

La hausse de la consommation d'énergie et de matières premières provenant de sources fossiles entraîne des problèmes environnementaux menaçants et contribue de manière significative au changement climatique. Les contre-stratégies sont indispensables et interviennent dans deux directions, qui ne s'excluent pas entre elles mais qui sont au contraire complémentaires:

- économie d'énergie et efficacité énergétique accrue,
- l'utilisation croissante des énergies renouvelables telles que la biomasse, l'hydroélectricité, l'énergie solaire, le photovoltaïque, l'énergie géothermique et l'énergie éolienne

Le développement rural et le renouvellement des villages voient une nécessité écologique dans une production d'énergie diversifiée, respectueuse de l'environnement et régionale, mais aussi une opportunité économique nouvelle et spécifique pour les zones rurales. Il va sans dire que les questions environnementales, le changement climatique et la diminution de la dépendance dangereuse des marchés pétroliers et gaziers sont au centre des préoccupations, mais que parallèlement des effets considérables sont attendus sur le développement et l'emploi dans les secteurs de la technologie, de la fabrication et des services.

Le premier et le plus important élément de la chaîne de valeur d'une production régionale d'énergie est certainement l'agriculture et la foresterie, ce qui suppose l'établissement d'une relation équilibrée entre la production alimentaire et la production de matières premières.

Des grandes installations centralisées et des installations pour le traitement et l'approvisionnement de la population en énergie régénérative causent de nouveaux impacts environnementaux en raison des distances de transport plus longues et ont pour conséquence la perte de la valeur ajoutée dans la région. Du point de vue du développement rural et du renouvellement des villages, la production et l'approvisionnement en énergie sont donc préférables à l'échelle régionale.

Les priorités sont:

- révision et, si nécessaire, augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments, des machines et de l'équipement avec des incitations et des subventions pour les économies d'énergie,
- promotion de l'approvisionnement énergétique décentralisé à l'échelle régionale avec des énergies renouvelables,
- production écologique de biomasse et de sous-produits agricoles avec le plus faible apport énergétique possible,
- gestion durable et mesures de protection de la forêt afin de pouvoir utiliser son potentiel riche en tant que source d'énergie régénératrice,

- politique d'aménagement du territoire accordant une priorité élevée aux bâtiments et aux logements économes en énergie ainsi qu'une réduction des coûts de la mobilité,
- coopérations des villages et des communes ayant pour objectif de devenir aussi économes en énergie que possible.

La mobilité et l'approvisionnement local

La mobilité est indispensable à la vie humaine parce que nos actions se déroulent dans et entre différents lieux. Les villes et villages et leurs installations d'approvisionnement locales sont à la fois une destination de trafic et une source de trafic. Un réseau de transport fonctionnel est incontournable pour l'accessibilité et l'échange entre les différentes infrastructures, et sont déterminantes pour la qualité de celles-ci et de leur situation géographique.

Les besoins en terme de mobilité des habitants des zones rurales sont souvent particulièrement élevés en raison de plus grande distance à parcourir et de leur plus faible densité de population. Pour que le transport public, toujours à privilégier pour des raisons écologiques, soit plus efficace qu'auparavant, il est particulièrement nécessaire d'avoir des concepts innovants, souvent bien coordonnés de manière intercommunale. Le transport privé devrait être caractérisé par un passage croissant à des technologies plus respectueuses de l'environnement. En particulier, le secteur public et l'industrie sont requis, par exemple en fournissant des véhicules électriques à partager, des stations de biogaz à utilisation publique ou en incitant à l'achat de véhicules plus respectueux de l'environnement.

L'objectif global vise la création de structures d'urbanisation avec de courtes distances et bien connectées, qui offrent un approvisionnement satisfaisant en biens de première nécessité ainsi que des installations médicales, publiques et d'autres services modernes. Cela réduit non seulement la circulation, mais augmente également considérablement la qualité de vie des résidents.

Les décisions concernant le maintien ou le démantèlement des services publics doivent donc également prendre davantage en compte les questions de proximité et d'accessibilité pour les citoyens. De la même manière, les citoyens sont invités à s'interroger sur leurs lieux de résidence, leur mobilité et leur comportement d'achat pour éventuellement les rendre plus durables.

En outre, le développement rural et le renouvellement des villages deviennent de plus en plus significatifs pour:

- la création d'un espace suffisant et de connexions sûres et sécurisées pour les piétons et les cyclistes,
- une amélioration de l'image et la mise en place de réseaux de transport public efficaces et rentables,
- la création de parkings relais et de relais pour vélos,
- une offre de services de transport flexibles tels que la prise d'appel et les bus disco,
- le développement et l'utilisation de technologies modernes de l'information et de la communication pour minimiser le trafic des véhicules,
- la sensibilisation du public à l'égard du comportement dans les domaines de «l'urbanisation», de la «mobilité» et de la «sauvegarde de l'approvisionnement local».

L'espace bâti

Dans le passé, la population rurale s'est souvent appropriées des valeurs urbaines et a ainsi perdu une grande partie de sa propre culture. Ceci se reflète dans la construction. Le tissu ancien, parfois protégé, ne répond plus aux exigences des familles d'aujourd'hui, aux nouvelles formes de vie ou aux pratiques économiques modernes. L'implantation de nouveaux bâtiments à la périphérie des villages, associée au délaissement progressif des centres bourgs ainsi qu'à la consommation de terres agricoles ou d'espaces écologiquement précieux, en sont les conséquences.

En prenant en compte le patrimoine architectural régional, de nouvelles idées et concepts architecturaux sont nécessaires pour trouver des solutions contemporaines qui répondent aux attentes des habitants et qui soient en adéquation avec l'utilisation d'énergies renouvelables et les restrictions à l'utilisation de terres non construites.

Dans ce contexte, l'aménagement du territoire et le mode d'urbanisation sont d'une importance capitale. Dans les régions rurales en déclin démographique, le développement qui se concentre sur le tissu existant doit être prioritaire par rapport à une urbanisation nouvelle sur le «pré vert».

Des mesures doivent être mise en œuvre pour freiner l'émigration et le délaissement des zones rurales. Dans certains cas, il sera également nécessaire et utile de permettre un retrait qualitatif de la zone de peuplement.

Quant au développement de l'espace bâti, une attention particulière doit être accordée aux coûts d'aménagement, d'entretien et de rénovation des infrastructures bâtis, des voies de circulation, de l'approvisionnement en eau et en électricité, de l'évacuation des eaux usées et des déchets. Dans les zones rurales des villages et petites villes une

urbanisation plus compacte, concentrée sur le tissu urbain existant assurant une utilisation beaucoup plus efficace de l'infrastructure est préconisée.

Le développement rural et le renouvellement des villages sont donc d'une importance primordiale:

- une planification pour le développement contrôlé du tissu urbain, le développement économisant les terres non construites et le développement concentré sur le tissu urbain existant en tenant compte des problèmes écologiques des villages,
- des concepts et la coopération intercommunale, en particulier dans les domaines du développement concentré sur le tissu urbain existant et du développement urbain dense,
- l'harmonisation des zones résidentielles et des zones d'activités,
- Sensibilisation, concours et incitations financières pour préserver et moderniser le patrimoine bâti régional,
- Développement et réalisation de formes architecturales contemporaines,
- Préservation du patrimoine et de l'identité du village ainsi que des bâtiments anciens sous protection patrimoniales,
- la conversion du patrimoine fonctionnel ou et/historiques,
- Observation de la relation entre l'urbanisation et le paysage environnant,
- Exigences pour les nouvelles zones de construction en ce qui concerne l'épargne de surfaces construites et la minimisation de la consommation d'énergie,
- préservation de l'infrastructure existante par une planification financière prudente des municipalités,
- Considération des aspects et matériaux biologiques dans le bâtiment,
- Attention continue à l'aspect de l'accessibilité.

Les centres de villages vivants, attrayants et les espaces publics diversifiés et attractifs ainsi que des maisons communautaires ont valeur de plateformes favorisant le lien social. Le développement rural et le renouvellement des villages soutiennent les initiatives créant des lieux communautaires.

En raison d'une meilleure qualité de vie et d'une apparence attrayante des villages et du paysage, une tendance à vivre à la campagne a été constatée dans certaines régions. Ce développement peut être bénéfique aux zones rurales si elles parviennent à modérer l'afflux et à intégrer dans la vie du village les nouveaux citoyens et ceux qui détiennent une résidence secondaire.

L'éducation et la formation

La formation ne se résume pas seulement à l'éducation des enfants et des adolescents. L'apprentissage à l'école seul ne suffit plus, une formation continue est nécessaire. Elle doit être complétée par l'acquisition de connaissances méthodologiques et de compétences sociales. Les processus de sensibilisation, l'apprentissage au sein de projets et dans les communautés villageoises intervenant comme «organisations apprenantes» sont ciblés.

Les critères matériels ne sont pas les seuls à décider de l'existence d'établissements d'enseignement dans les zones rurales. Au contraire, il est important de prendre en compte le fait qu'ils fonctionnent souvent comme des lieux de rencontres à vocation culturelle et sociale et s'avèrent de ce fait indispensables. La fermeture d'une seule école signifie souvent une perte sérieuse pour toute la région rurale. Il dépend du développement rural et du renouvellement des villages de faire prendre conscience aux responsables de cette situation.

En complément de «l'éducation en zone rurale», «l'éducation pour les zones rurales» doit également être prise en compte. En ce sens, nous devons nous efforcer d'offrir:

- des cycles d'études et plates-formes éducatives ayant pour cible le développement durable des zones rurales,
- des projets de recherche pour le développement des villages, des infrastructures relevant les atouts des zones rurales au regard des centres urbains,
- des offres de formation thématique et professionnelle assurant la qualité de nouveaux produits ou services et l'utilisation de technologies d'information de pointe,
- des formations à la coopération et à la communication ainsi qu'à la gestion des conflits.

L'accès à Internet surtout s'il bénéficie dans les régions périphériques de connexions rapides, a facilité l'accès au savoir et est devenu grâce à sa grande flexibilité dans le temps et l'espace- une nouvelle opportunité pour les zones rurales qui compense les désavantages face à la ville. Cependant, aussi précieux que soit Internet, cet outil ne remplace pas l'apprentissage social au sein des groupes de travail, des groupes d'action ou des associations.

L'identité culturelle et sociale

Le développement rural et le renouvellement des villages visent spécifiquement à améliorer le vivre ensemble à l'échelle régionale et à l'échelle du village. Ils promeuvent et exigent des outils participatifs et coopératifs ainsi que des structures subsidiaires pour l'engagement civique. Ce n'est que de cette manière que l'intérêt des citoyens pour un aménagement actif de leur cadre de vie peut être éveillé.

Les conditions spatiales et économiques spécifiques en sont les points de départ. La culture rurale et l'identité sociale peuvent être développées par les citoyens eux-mêmes, contrairement à la ville où le plus souvent, les événements culturels et sociaux sont supervisés par des organismes professionnels. Dans de nombreuses zones rurales, le bénévolat des citoyens et la formation de communautés viables ont une importance capitale dans la construction de l'identité de ces territoires.

Afin de soutenir ces initiatives auto-organisées, la présence seule de locaux dédiés, où se forment la culture et les liens d'appartenance, n'est pas suffisante. Un soutien idéal et matériel de structures associatives et éducatives – ayant pour démarche l'aide à l'auto-assistance est à mettre en place.

Cela comprend dans le développement rural et le renouvellement des villages:

- Des programmes de formation pour les enfants, les adolescents et les adultes orientés vers la compréhension du patrimoine, du caractère et des atouts de la région,
- La restructuration des écoles maternelles et des écoles primaires en établissements culturels et éducatifs régionaux - également en vue de contribuer à la conservation de ces établissements à plus petite échelle,
- La conversion et / ou l'agrandissement de bâtiments et d'espaces publics pour créer des lieux de rencontre,
- La création de communautés locales, de groupes de travail et de réseaux informels au niveau local,
- La participation des citoyens à la planification et aux décisions visant à façonner le cadre de vie,
- L'intégration des résidents locaux de la politique, des affaires, de l'art et de la culture dans la vie du village,
- Le transfert de décisions aux communautés plus petites et directement affectées,
- La promotion des associations et groupes villageois, de leurs festivals, coutumes et activités,
- La promotion de la coopération intercommunautaire et interdisciplinaire entre les associations,
- L'équilibre entre les événements et les activités traditionnels et contemporaines où ni la préservation du patrimoine culturel ni la promotion de nouvelles activités culturelles et sportives ne seront négligées.

Les associations, les groupes d'intérêt et autres structures de rencontres de citoyens engagés ont un effet très positif sur la qualité de vie dans les villages. Ils offrent des opportunités de devenir soi-même actif. Pour beaucoup, qui envisagent de déménager à la campagne, il s'agit d'un critère de décision important.

Ils peuvent par ailleurs stimuler la valeur ajoutée régionale en ouvrant de nouvelles opportunités pour le tourisme et en enrichissant l'offre locale.

Le vivre ensemble

Dans les villages, la vie a changé. Jeunes et moins jeunes vivent rarement ensemble sous un même toit. Malgré cela, le système social du village fonctionne encore dans de nombreux endroits, notamment grâce au dynamisme des associations qui, dans de nombreuses régions, est la pierre angulaire de la vie villageoise. Un privilège, qui comporte également des dangers auxquels il convient également de veiller notamment afin que les groupes de population moins organisés soient également impliqués dans les processus sociaux et la vie sociale. Le village a en effet besoin de la créativité et de la participation de tous les citoyens.

Les femmes doivent être encouragées à occuper des postes à responsabilités. Cela ne peut se faire de manière conséquente qu'avec l'acceptation de la société et de la famille. Au-delà de la promotion de l'égalité des chances entre les sexes et conformément à l'intégration des genres, les conditions d'un vieillissement digne et à faible risque dans les zones rurales doit être données pour chacun.

En outre, le vivre ensemble exige une prise de conscience particulière face aux besoins des jeunes générations et pour soutenir les familles dans toutes ses manifestations. Une attention particulière est à observer afin d'intégrer les villageois nouvellement arrivés et les migrants ainsi que les personnes nécessitant des besoins spécifiques ou se trouvant en marge de la société.

Le développement rural et le renouvellement des villages ont pour objectif de renforcer la qualité des relations interpersonnelles. Les priorités et les incitations correspondantes doivent être définies par:

- l'organisation de services de garde pour les enfants, afin que la famille et le travail ne soient pas incompatibles,
- la mise en place de services permettant aux personnes âgées de rester autonomes dans leur propre maison ou dans une maison louée,
- une variété de prestations de soins et d'encadrement à la personne pour une retraite digne de son nom au sein du village – accessibles aussi aux retraités nouvellement installés.
- des incitations sous forme de primes à la participation bénévole aux activités intergénérationnelles et aux services,
- répondre aux attentes des personnes nécessitant des besoins spécifiques aussi bien dans les projets d'aménagement individuel ou les projets communautaires.

5. Auto-évidence et déclaration d'intention

L'ARGE a pour objectif de jouer un rôle actif dans la préservation et le développement des zones rurales.

Grâce à son réseau de partenariats, il soutient des mesures idéelles visant à améliorer la vie, l'économie et l'offre récréative ainsi que tous les domaines d'action pouvant améliorer la qualité de vie dans le domaine culturel, social et interhumain.

Les objectifs sont :

- collecter, visualiser et évaluer les connaissances, les compétences et les réalisations particulières dans le domaine du développement durable de l'échelle du village aux régions,
- stimuler l'échange d'expériences et l'interaction verticale entre les décideurs, les multiplicateurs et les citoyens, ainsi qu'à un niveau transversal entre les États européens, les pays, les régions, les municipalités et les villages,
- accroître la motivation des habitants de la campagne à participer aux processus de prise de décision et les stimuler à intervenir sur leur propre espace de vie,
- Renforcer l'identité et la représentation des habitants en tant qu'Européens enracinés localement dans leurs valeurs communes, leur histoire commune et leur culture commune;
- accroître auprès du public, des médias et de la politique l'importance du rôle des zones rurales et des préoccupations de ses habitants au sein de la société dans son ensemble.

Dans le cadre d'un large consensus international, tout en préservant le caractère régional, les membres et partenaires de l'ARGE s'engagent côte à côte à mettre en œuvre les objectifs de cette mission et les ancrer dans la réalité politique.